RESUME DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DE NATIONALITE (1)

(Décret-loi n° 71/76 ; décret n° 102/76 - 1976)

A - DECRET-LOI N° 71/76 du 24 JUILLET 1976

Chapitre 1 - De la nationalité d'origine

Article 1 - Sont citoyens les natifs du Cap Vert dans chacun des cas suivants :

- père et/ou mère né au Cap Vert ;
- domicilié au Cap-Vert à l'indépendance, ou au plus tard le 24 juillet 1977 ;
- parents apatrides ou de nationalité inconnue, et domiciliés au Cap Vert.

L'acquisition de la nationalité est automatique, sauf renonciation.

Article 2 - Idem pour les natifs du Cap Vert, enfants d'étrangers en mission officielle pour le compte de leur pays (2).

Article 3 - Idem pour les personnes nées à l'étranger de père et/ou mère capverdien (au titre de l'article 1), sauf renonciation.

Chapitre 2 - Acquisition de la nationalité

Section 1 - Acquisition par origine

Possibilité d'acquérir la nationalité ouverte aux personnes résidant depuis 10 à 20 ans au Cap Vert.

Section 2 - Acquisition par mariage

Idem pour le conjoint d'un citoyen sous trois conditions :

- domicile au Cap Vert
- renonciation à la nationalité précédente
- garantie politique et morale d'intégration dans la société cap-verdienne.

(1) Ce résumé se réfère à l'esprit de la loi ; pour la lettre, il convient de s'y référer dans son intégralité.

(2) Disposition appliquée principalement aux enfants de fonctionnaires portugais.

Section 3 - Acquisition par naturalisation

Article 6 - Idem pour les anciens du PAIGC, sur proposition de celui-ci.

Article 7 - idem pour les adultes, résidant depuis 5 ans au Cap Vert et offrant des garanties d'intégration.

Article 8 - Disposition pour les mineurs.

Article 9 - Procédure ad hoc (par décret).

Chapitre 3 - Perte et réacquisition de nationalité

Article 10 - Perd la nationalité celui qui en acquiert volontairement une autre, celui qui est/reste au service d'un Etat étranger,...

Article 11 - idem si condamnation pour crime contre la sécurité de l'Etat, ou si activité illicite contraire aux intérêts du Pays au profit d'une puissance étrangère.

Article 12 - Sur la réacquisition.

Chapitres 4 et 5 - Effets et dispositions

B - DECRET N° 102/76 du 20 NOVEMBRE 1976

En application de l'article 15 de la loi sur l'organisation politique de l'Etat (5 juillet 1975) :

- modalités d'application, administrations responsables, pièces à produire, contentieux ;
- responsabilité finale du Ministère de la Justice, et Gouvernement pour les articles 12 et 13 du décret-loi 71/76.